

**Voeux au GSE (Groupe Socialiste d'Entreprise)  
Ville de Lille et CUDL  
et au Comité de Ville de Lille**

**Jeudi 8 janvier 1998  
15h30  
au siège de la Fédération**

Cette cérémonie traditionnelle rassemble les membres des GSE de la Ville de Lille dont le responsable est René WAVRANT et les membres du GSE de la CUDL dont le responsable est Henri THIOT.

C'est aussi l'occasion d'une présentation des voeux au Comité de Ville de Lille dont Pierre MAUROY est le Président et Patrick KANNER le Secrétaire.

Les camarades à saluer :

René WAVRANT, responsable du GSE Ville de Lille

Henri THIOT, responsable du GSE CUDL

Patrick KANNER secrétaire du Comité de Ville

Les élus présents

Les responsables de la Fédération présents

Les Secrétaires des Sections Lilloises

Cette cérémonie permet en général de tracer un rapide bilan de l'année écoulée :

Il y a un an : la droite au pouvoir, impopularité du gouvernement Juppé

Depuis, dissolution ratée, élections législatives et succès de la gauche en France, dans le Nord et à Lille (1 circonscription conservée, Bernard DEROSIER et 2 circonscriptions conquises la 1<sup>ère</sup> avec Bernard ROMAN et la 3<sup>ème</sup> avec Alain CACHEUX). La mise en place d'un gouvernement de la gauche plurielle sous la direction de Lionel JOSPIN avec Martine AUBRY en N°2.

Les français ont apprécié le changement d'équipe et de politique. C'est une vraie politique de gauche qui est menée par le gouvernement :

les 35 heures,

les emplois jeunes

le relèvement des aides scolaires aux familles,

le dialogue avec les camionneurs,

l'extension de la CSG aux revenus du capital,

une maîtrise fiscale équitablement partagée entre les familles et les entreprises.

Dans le même temps des mesures pour améliorer la démocratie (inscription automatique des jeunes sur les listes électorales et les libertés, Loi sur la Nationalité et régularisation des immigrés victimes des Lois Pasqua et Debré)

Une politique européenne cohérente qui s'inscrit dans la perspective de la poursuite de la construction européenne (EURO, Traité d'Amsterdam)

1997, ce fut aussi l'année de la réorganisation des socialistes avec le Congrès de Brest et le changement de 1<sup>er</sup> secrétaire du Parti avec François Hollande qui succède à Lionel JOSPIN. Dans le Nord, Marc DOLEZ succède à Bernard ROMAN à la tête de la fédération.

Le Conseil fédéral, les Secrétaires des sections et le Comité de ville viennent d'être renouvelés par le vote des militants. Nous installerons prochainement le nouveau Comité de Ville.

Quelques repères sur l'année qui commence :

préparation des élections régionales et cantonales :

Avec Patrick KANNER dans le canton de Lille Sud Ouest et Jean Pierre LEROY dans le canton de Lille Nord Est, ce sont deux cantons qui peuvent basculer à gauche à Lille. 2 cantons sur les 7 qu'il faut gagner pour que le Conseil général change de majorité. Lille et les militants socialistes lillois ont donc un important défi à relever. Nous devrions conserver dans le même temps les cantons de Lille Est avec Bernard DEROSIER et le canton de Lille Sud est avec Michel LAIGNEL.

Les élections régionales derrière Michel DELEBARRE et une liste comprenant pour la première fois toute la gauche réunie avec le PS, les PC, le Mouvement des citoyens et les Radicaux. Ce sera une liste largement renouvelée avec la parité homme/femme et rajeunie. Saluer les candidats lillois : Martine FILLEUL, Pierre de SAINTIGNON, Ariane CAPON, Francis WAVRANT, Marie-Christine STANIEC, Bernard CHARLES et Martine POTTRAIN (il semble que Fathia CHEBBA se soit retirée de la liste).

Possibilité de faire un point sur l'enjeu régional en évoquant l'attitude des Verts et de Marie-Christine BLANDIN.

A Lille, l'année 1998 sera celle de la mise en place des emplois jeunes avec un objectif de 1000 emplois nouveaux en 3 ans. Ce sera aussi l'année de l'amélioration des services à la population en améliorant encore la vie quotidienne des lillois comme nous nous y étions engagés dans le programme municipal de 1995. Cette année, nous déciderons aussi une pause fiscale après deux années d'effort. Nous avons en effet retrouvé une situation budgétaire équilibrée qui peut maintenant nous permettre de réaliser nos engagements sans accroître la pression de la fiscalité locale.

Les militants attendent certainement que vous leur donniez votre sentiment sur la crise actuelle relative aux chômeurs.

Le gouvernement de Lionel JOSPIN a été bien accueilli par les Français car il a su agir rapidement dans le respect des engagements pris durant la campagne des élections législatives.

Toutefois, ce n'est pas en 6 mois qu'il est possible de changer en profondeur la réalité de notre société. Les problèmes sont toujours là : la crainte de perdre son travail, le chômage, la misère, la toxicomanie, la violence dans la ville....

Faut-il tenter de faire face de manière égale à l'ensemble de ces difficultés ou faut-il hiérarchiser les réponses par ordre de priorité ?

Le principal problème c'est l'emploi, il est à la source de tout. Face à plus de 3 millions de chômeurs, il n'y a pas de solution efficace en dehors du retour à l'emploi.

Lionel JOSPIN et Martine AUBRY pensent qu'il vaut mieux prioritairement s'attaquer à la racine du mal en créant de nouveaux emplois.

Certes la garantie d'un minimum social pour ceux qui sont dans la difficulté doit être assurée, mais il ne faudrait pas que l'effort social du pays soit entièrement dirigé vers l'accompagnement social. Une telle politique serait une faute tant elle constituerait une sorte de capitulation face au chômage.

La priorité c'est l'emploi par l'encouragement public, par le retour de la croissance, par les 35 heures et le partage du temps de travail. Plusieurs pays sont aujourd'hui parvenus à réduire considérablement leur taux de chômage. Parfois, ils l'ont fait en précarisant le statut des salariés. La politique originale du gouvernement de Lionel JOSPIN c'est de relancer l'emploi sans développer la précarité du travail.

La droite elle propose une autre solution : laisser l'économie libérale régler elle-même le problème du chômage. Cette position est particulièrement défendue actuellement par le Président de la République : hostilité aux 35 heures et hostilité aux emplois jeunes. Pourtant cette voie a échoué, nous le savons bien. il faut une forte volonté publique qui oriente l'initiative privée pour affronter avec efficacité le chômage. C'est ce que font Lionel JOSPIN et Martine AUBRY.

Cette voie originale permet de rassembler toutes les forces de progrès dans notre pays, rien ne doit être fait pour compromettre cette nouvelle politique de l'emploi.